

DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES

COMMUNE DE NEVACHE (05100)

**ELABORATION DU PLAN LOCAL
D'URBANISME**



5. ANNEXES – 5.1 Assainissement

PLU arrêté le :

Le Maire

PLU approuvé le :

Le Maire

Alpicité
Urbanisme, Paysage,
Environnement

SARL Alpicité – 14 rue Caffé – 05200 EMBRUN
Tel : 04.92.46.51.80 / Mob : 06.88.26.82.09
Mail : nicolas.breuillot28@gmail.com

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT
INTERCOMMUNAL DU BRIANÇONNAIS

PIECE N°2-7 : ZONAGE D'ASSAINISSEMENT
COMMUNE DE NÉVACHE



Adopté par **délibération n°2018-61 du Conseil Communautaire du 3 juillet 2018**
Approuvé par **délibération n°2019-07 du Conseil Communautaire du 19 février 2019**

M.G. Concept Ingénierie Infrastructures Paysage Urbanisme

ALLÉE DES FAUVETTES - RÉSIDENCE LES FAUVETTES n°12 - 05200 EMBRUN - Tél: 04.92.43.05.55 - contact@mgconcept.net

[illegible]

LEGENDE

ZONAGE

Assainissement collectif existant

Assainissement collectif futur

Assainissement collectif futur
Zones en assainissement autonome à raccorder

Assainissement non collectif

OUVRAGES EXISTANTS

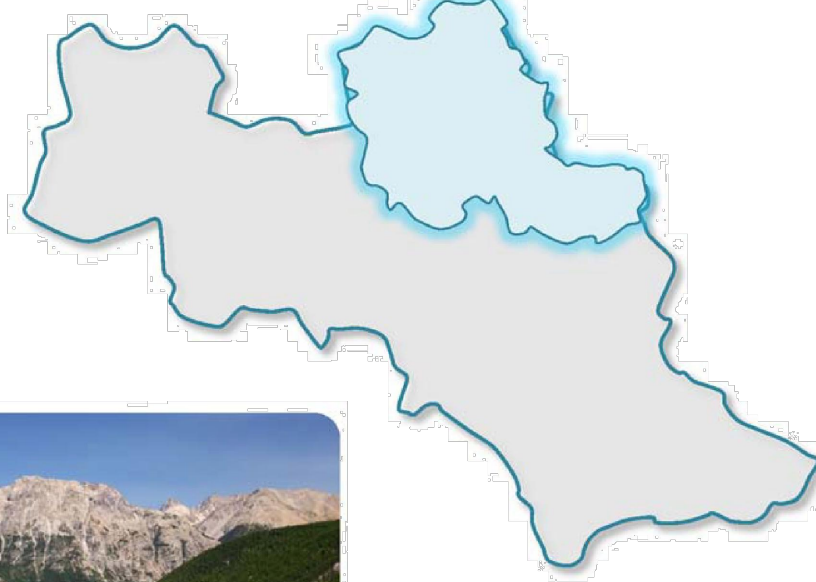
Station d'épuration

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DU BRIANÇONNAIS

Département des Hautes-Alpes (05)

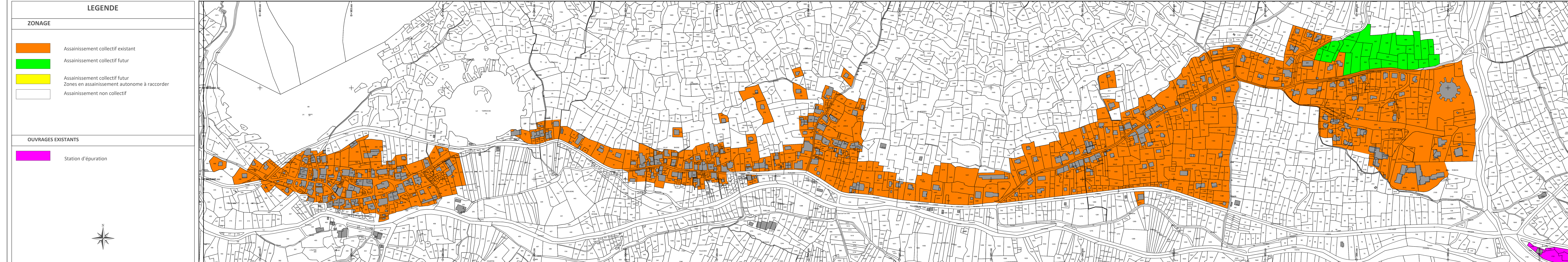
ZONAGE D'ASSAINISSEMENT
INTERCOMMUNAL DU BRIANÇONNAIS

PIECE N°2-7 : ZONAGE D'ASSAINISSEMENT
COMMUNE DE NÉVACHE
Plan commune - Echelle 1/20000^{ème}



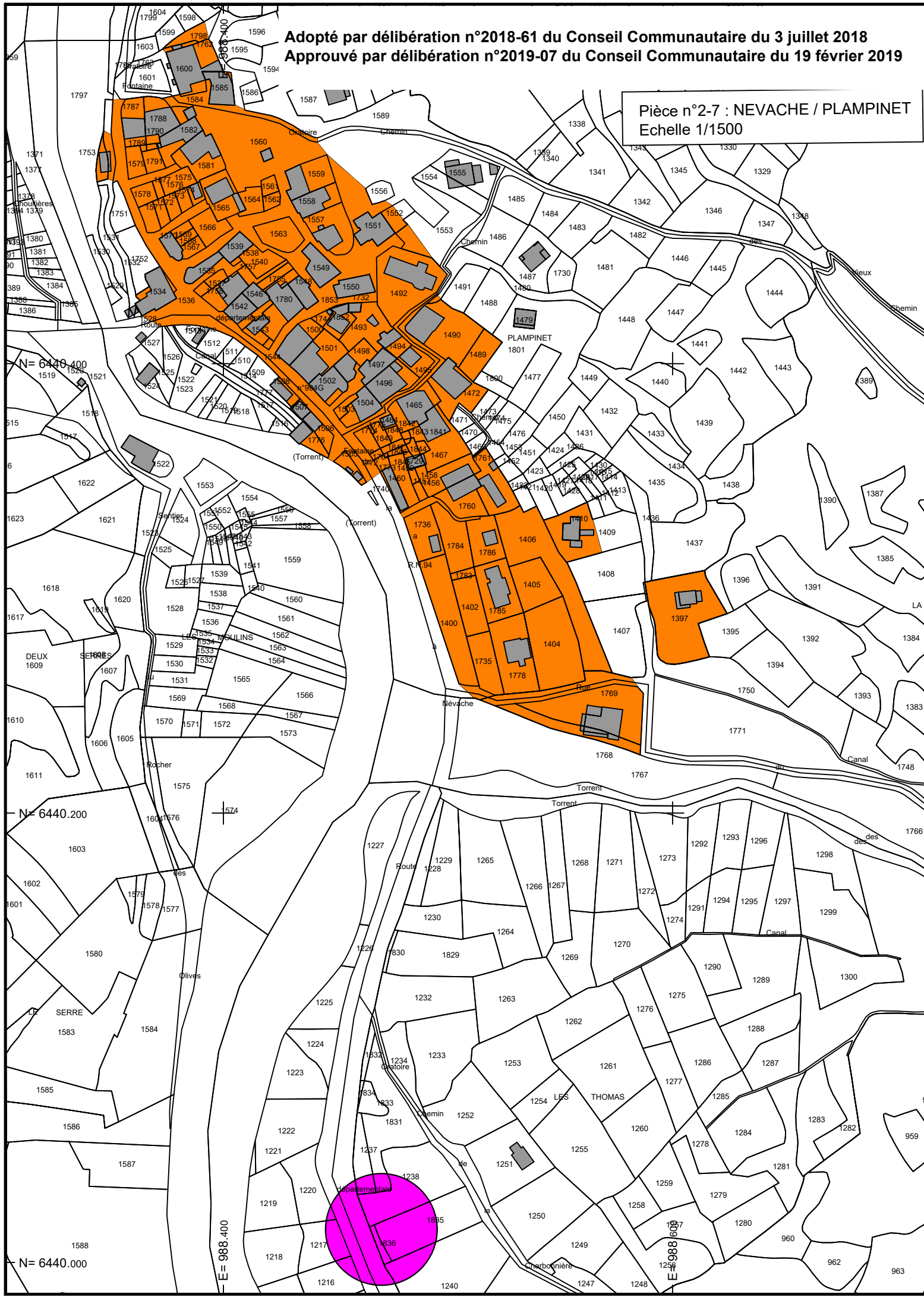
M.C. Concept Ingénierie
Infrastructures Paysage Urbanisme
ALLÉE DES FAUQUETTES
RESIDENCE LES FAUQUETTES n°12
05200 EMBRUN
Tél 04 92 43 05 95 - contact@mgconcept.net

Adopté par délibération n°2018-61 du Conseil Communautaire du 3 juillet 2018
Approuvé par délibération n°2019-07 du Conseil Communautaire du 19 février 2019



Adopté par délibération n°2018-61 du Conseil Communautaire du 3 juillet 2018
Approuvé par délibération n°2019-07 du Conseil Communautaire du 19 février 2019

Pièce n°2-7 : NEVACHE / PLAMPINET
Echelle 1/1500



LEGENDE

ZONAGE



Assainissement collectif existant



Assainissement collectif futur



Assainissement collectif futur
Zones en assainissement autonome à raccorder

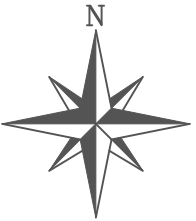


Assainissement non collectif

OUVRAGES EXISTANTS



Station d'épuration





Communauté de Communes du Briançonnais

Département des Hautes Alpes

RÈGLEMENT GÉNÉRAL

D'ASSAINISSEMENT

**de la Communauté de Communes
du Briançonnais**

Communauté de Communes du Briançonnais

Règlement général d'Assainissement

SOMMAIRE

PRÉAMBULE

CHAPITRE I 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- Article 1.1 : Objet du règlement
- Article 1.2 : Autres prescriptions
- Article 1.3 : Catégories d'eaux admises au déversement
- Article 1.4 : Définition technique du branchement
- Article 1.5 : Modalités générales d'établissement du branchement
- Article 1.6 : Déversements interdits

CHAPITRE II 2. LES EAUX USÉES DOMESTIQUES

- Article 2.1 : Définition des eaux
- Article 2.2 : Obligation de raccordement
- Article 2.3 : Demande de branchement
- Article 2.4 : Cessation, mutation et transfert de la convention de déversement ordinaire
- Article 2.5 : Modalités particulières de réalisation des branchements
- Article 2.6 : Caractéristiques techniques des branchements
- Article 2.7 : Paiement des frais d'établissement de branchement
- redevance de raccordement

- Article 2.8 : Régime des extensions réalisées sur l'initiative du propriétaire
- Article 2.9 : Surveillance - Entretien
- Article 2.10 : Conditions de suppression des branchements
- Article 2.11 : Redevance d'assainissement
- Article 2.12 : Participation financière des propriétaires d'immeubles neufs

CHAPITRE III 3. LES EAUX INDUSTRIELLES

- Article 3.1 : Définition des eaux
- Article 3.2 : Conditions de raccordement pour le déversement des eaux industrielles
- Article 3.3 : Demande de déversement - convention
- Article 3.4 : Caractéristiques techniques des branchements industriels
- Article 3.5 : Prélèvements et contrôles
- Article 3.6 : Obligations d'entretenir les installations de pré-traitement
- Article 3.7 : Redevance assainissement applicable aux établissements industriels, commerciaux ou artisanaux
- Article 3.8 : Participations financières spéciales.

CHAPITRE IV 4. LES EAUX PLUVIALES

- Article 4.1 : Définition des eaux
- Article 4.2 : Demande de branchement
- Article 4.3 : Caractéristiques techniques des branchements
- Article 4.4 : Séparation des eaux - interdictions

CHAPITRE V 5. LES INSTALLATIONS SANITAIRES PRIVÉES

- Article 5.1 : Dispositions générales
- Article 5.2 : Raccordement entre domaine public et domaine privé
- Article 5.3 : Suppression des anciennes installations
- Article 5.4 : Indépendance du réseau intérieur des eaux
- Article 5.5 : Etanchéité des installations et protection contre le reflux des eaux usées et pluviales

- Article 5.6 : Occlusion des orifices de vidange des postes d'eau
- Article 5.7 : Toilettes
- Article 5.8 : Colonnes de chutes d'eaux usées
- Article 5.9 : Broyeurs d'évier - W-C. chimiques
- Article 5.10 : Descente de gouttières
- Article 5.11 : Entretien - Réparation - Renouvellement des installations intérieures
- Article 5.12 : Conformité des installations

CHAPITRE VI **6. CONTRÔLE DES RESEAUX PRIVÉS**

- Article 6.1 : Dispositions générales pour les réseaux privés
- Article 6.2 : Conditions d'intégration au domaine public
- Article 6.3 : Contrôle des réseaux privé

CHAPITRE VII **7. MODALITES FINANCIERES**

- Article 7.1 : Redevance d'assainissement
- Article 7.2 : Mode de facturation
- Article 7.3 : Facturation- Encaissement de la redevance directement par le service de l'assainissement
- Article 7.4 : Contentieux de la facturation
- Article 7.5 : Comptes des abonnés

CHAPITRE VIII **8. INFRACTIONS, SANCTIONS ET POURSUITES**

- Article 8.1 : Infractions et poursuites
- Article 8.2 : Voies de recours des usagers
- Article 8.3 : Mesures de sauvegarde
- Article 8.4 : Mesures de protection des égouts publics

CHAPITRE IX **9. DISPOSITIONS D'APPLICATION**

- Article 9.1 : Date d'application
- Article 9.2 : Modifications de règlement
- Article 9.3 : Désignation du Service d'Assainissement
- Article 9.4 : Clauses d'exécution

Communauté de Communes du Briançonnais

-∞0∞-

Règlement du Service d'Assainissement

-∞0∞-

PREAMBULE

La Communauté de Communes du Briançonnais a confié à SEERC l'exploitation de son Service d'Assainissement suivant les termes d'un contrat visé par la Sous-Préfecture de GAP le ;.

La Communauté de Communes du Briançonnais, ci-dessous désignée par "La Collectivité", a donné son accord par délibération du Conseil Communautaire en date du sur les termes du présent règlement à SEERC désignée ci-dessous par "le Délégataire".

CHAPITRE I

1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1 - OBJET DU REGLEMENT

Le présent règlement définit les conditions et modalités auxquelles est soumis le déversement des eaux, dans les réseaux d'assainissement dépendant de la Collectivité, afin que soient protégées la sécurité et l'hygiène publique.

Ce règlement est applicable à la Collectivité d'une part, et aux usagers des réseaux de collecte et de transport, d'autre part.

ARTICLE 1.2 - AUTRES PRESCRIPTIONS

Les prescriptions du présent règlement ne dispensent pas la Collectivité et les usagers de se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en matière d'hygiène et d'assainissement.

Article 1.3 - CATEGORIES D'EAUX ADMISES AU DEVERSEMENT

Il appartiendra au propriétaire de se renseigner auprès du Déléataire sur la nature des réseaux existants, desservant sa propriété.

Les réseaux d'assainissement de la Collectivité sont en système séparatif.

Seules sont susceptibles d'être déversées dans **le réseau d'eaux usées** :

- les eaux usées domestiques, telles que définies à l'article 2.1 du présent règlement
- les eaux industrielles définies à l'article 3.1 par les conventions spéciales de déversement passées entre la Collectivité, le Déléataire et les établissements

- industriels, commerciaux ou artisanaux à l'occasion des demandes de branchements au réseau public, ou en régularisation pour les raccordements antérieurs
- les eaux de nettoyage des filtres de piscine et avec dérogation leurs eaux de vidange avec une limitation de débit à 5 l/s maximum.

Sont susceptibles d'être déversées dans **le réseau d'eaux pluviales** :

- les eaux pluviales, telles que définies à l'article 4.1 du présent règlement
- certaines eaux industrielles, commerciales ou artisanales définies également par conventions spéciales
- les eaux utilisées comme source de calories dans les systèmes à pompes à chaleur ou issues de chaudières à gaz (condensat).
- les eaux de trop-plein des piscines.

ARTICLE 1.4 - DEFINITION TECHNIQUE DU BRANCHEMENT

Le branchement comprend, depuis la canalisation publique :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public
- une canalisation de branchement située tant sous le domaine public que privé
- un ouvrage dit "regard de branchement" ou "regard de façade" placé en limite de propriété et sur le domaine public. Cet ouvrage délimite les prestations publiques d'entretien et de contrôle. Il doit être visible, accessible et équipé d'un tampon en fonte agréé

ARTICLE 1.5. MODALITES GENERALES D'ETABLISSEMENT DU BRANCHEMENT

Le Déléataire détermine en accord avec le propriétaire de la construction à raccorder, les conditions techniques d'établissement du branchement, au vu de la demande.

Celle-ci est accompagnée du plan de masse de la construction sur lequel sera indiqué très nettement le tracé souhaité pour le branchement, ainsi que le diamètre et une coupe cotée des installations et dispositifs le composant, depuis le plancher de la construction jusqu'au collecteur.

ARTICLE 1.6 - DEVERSEMENTS INTERDITS

Quelle que soit la nature des eaux rejetées et du réseau d'assainissement, il est formellement interdit de déverser, sauf dérogation spéciale :

- le contenu des fosses fixes
- l'effluent des installations d'assainissement autonome
- des ordures ménagères, même après broyage
- des gaz inflammables ou toxiques
- des hydrocarbures et leurs dérivés halogènes ou hydroxydes d'acides et bases concentrées
- des produits encrassants (boues, sables, gravats, mortiers, cendres, cellulose colles, goudrons, huiles, graisses, etc.)
- des cyanures
- des sulfures
- des substances susceptibles de colorer anormalement les eaux acheminées
- des eaux industrielles ne répondant pas aux conditions générales d'admissibilité
- des effluents dont le PH ne sera pas compris entre 5,5 et 8,5
- des effluents dont la température dépasse 30°C
- des effluents radioactifs
- des effluents de type bactéricide
- des déchets filamenteux et solides

- les liquides (ou vapeurs) corrosifs, les matières inflammables ou susceptibles de provoquer des explosions,
- des matières contenant des métaux lourds ou des oxydes de ces métaux et d'une façon générale, tout corps solide ou non, susceptible de nuire soit au bon état et au bon fonctionnement du réseau d'assainissement et des ouvrages d'épuration, soit au personnel d'exploitation des ouvrages d'évacuation et de traitement.

Il est en particulier interdit aux boucheries, charcuteries et autres industries alimentaires de déverser dans les égouts le sang et les déchets d'origine animale (poils, crins, matières stercorales, etc.).

Le déversement des eaux grasses provenant des établissements hospitaliers, restaurants d'entreprise ou cantines scolaires, restaurants, boucheries, charcuteries, etc. devra transiter par un séparateur à graisses avant rejet dans le réseau d'assainissement.

Le déversement des eaux susceptibles d'être souillées par hydrocarbures, huiles de vidange, graisses provenant de garages industriels ou particuliers, d'établissements recevant des hydrocarbures ne sera admis que si les branchements sont munis d'un puisard de décantation avec cloison siphonide (fosse à sable, de déshuilage, de dégraissage et séparateur d'hydrocarbures).

Le Délégué ou tout organisme se réserve le droit d'effectuer chez tout usager du réseau et à toute époque, tout prélèvement de contrôle qu'il estimerait utile pour le bon fonctionnement dudit réseau et des stations. Si les rejets ne sont pas conformes aux critères définis dans le présent règlement, les frais d'analyse seront à la charge de l'usager.

CHAPITRE II

2. LES EAUX USÉES DOMESTIQUES

ARTICLE 2.1 - DEFINITION DES EAUX

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (lessive, cuisine, toilettes, ...) et les eaux vannes (eaux chargées d'urine et de matières fécales).

ARTICLE 2.2 - OBLIGATION DE RACCORDEMENT

Comme le prescrit l'article L1331-1 du Code de la Santé Publique, tous les immeubles qui ont accès aux égouts disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique, soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, doivent obligatoirement être raccordés à ce réseau dans un délai de deux ans à compter de la date de mise en service de l'égout.

Conformément à l'article 36-I de la loi sur l'Eau du 03 janvier 1992, transposé dans l'article L1331-1 du Code de la Santé Publique, la Collectivité a décidé que dès la mise en service de l'égout, et indépendamment du raccordement effectif de l'immeuble, la redevance d'assainissement sera facturée pour les immeubles raccordables.

L'obligation de raccordement s'applique également aux immeubles situés en contrebas de la chaussée, sauf dérogation. Dans ce cas le dispositif de relèvement des eaux usées est à la charge du propriétaire.

Pour un immeuble riverain de plusieurs voies, l'obligation de se raccorder est effective lorsque l'une de ces voies, au moins, est pourvue d'un égout.

Article 2.3 - DEMANDE DE BRANCHEMENT

Tout branchement ou renforcement de branchement doit faire l'objet d'une demande adressée au Délégataire accompagnée des pièces définies à l'article 1.5.

Elle comporte l'élection de domicile attributif de juridiction sur le territoire desservi par le Délégataire et entraîne l'acceptation des dispositions du présent règlement. Elle est établie en deux exemplaires dont l'un est conservé par le Délégataire et l'autre remis à l'usager.

Tout propriétaire pourra solliciter le Délégataire pour la mise en place de plusieurs branchements. Dans ce cas, il devra justifier l'impossibilité d'utiliser un seul branchement.

L'acceptation par le Délégataire crée la convention de déversement entre les parties.

ARTICLE 2.4 - CESSATION, MUTATION ET TRANSFERT DE LA CONVENTION DE DEVERSEMENT ORDINAIRE

Le raccordement à l'égout public étant obligatoire pour les eaux usées comme il est rappelé à l'article 2.2 ci-dessus, la cessation de l'autorisation ne peut résulter que du changement de destination ou de la démolition de l'immeuble, de la transformation du déversement ordinaire en déversement spécial ou de modifications affectant la séparation des eaux usées et pluviales.

En cas de changement d'usager pour quelque cause que ce soit, le nouvel usager est implicitement substitué à l'ancien, sans aucune formalité.

L'ancien usager ou, dans le cas de décès, ses héritiers ou ayants droit, restent responsables vis-à-vis du Délégataire de toutes sommes dues en vertu de la convention initiale.

L'autorisation n'est pas transférable d'un immeuble à un autre. Il en est de même en cas de division de l'immeuble, chacune des fractions devant alors faire l'objet d'une autorisation correspondant à chaque abonnement au Service des Eaux.

ARTICLE 2.5 - MODALITES PARTICULIERES DE REALISATION DES BRANCHEMENTS

Conformément à l'article L 1331-2 du Code de la Santé Publique, la Collectivité exécutera ou pourra faire exécuter d'office les branchements de tous les immeubles riverains, partie comprise sous le domaine public jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public, lors de la construction d'un nouveau réseau d'eaux usées.

La partie des branchements réalisés d'office est incorporée au réseau public, propriété de la Collectivité.

Pour les réseaux existants, le raccordement ou le renforcement est fait à la demande expresse du propriétaire. La partie du branchement situé sous le domaine public est réalisée à la demande du propriétaire par le Délégué ou sous son contrôle.

L'ensemble de ces travaux est à la charge du propriétaire (art. 2.7).

Cette partie du branchement est incorporé au réseau public, propriété de la Collectivité.

Article 2.6 - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES BRANCHEMENTS

Les branchements seront réalisés selon les prescriptions des règlements en vigueur, conformément aux branchements types approuvés par la collectivité.

ARTICLE 2.7 - PAIEMENT DES FRAIS D'ETABLISSEMENT DE BRANCHEMENT REDEVANCE DE RACCORDEMENT

Toute installation d'un branchement qui intéresse les eaux usées, donne lieu au paiement par le demandeur du coût du branchement au vu d'un devis établi par le Délégué, pour la partie du branchement située en domaine public.

Les travaux doivent être terminés dans un délai de deux mois suivant le règlement d'un acompte égal à 50% du montant du devis. Le solde est exigible dans les quinze jours suivant l'exécution des travaux.

Le demandeur devra s'acquitter, en sus, des frais de raccordement dont le montant est fixé par la Collectivité en Conseil Communautaire.

ARTICLE 2.8- REGIME DES EXTENSIONS REALISEES SUR L'INITIATIVE DES PARTICULIERS

Lorsque le Délégataire réalise des travaux d'extension sur l'initiative de particuliers, ces derniers s'engagent à lui verser le montant des travaux correspondants.

Les travaux feront l'objet de versement d'un acompte égal à 50 % du montant du devis lors de la commande, le solde étant exigible dans les quinze jours suivant l'achèvement des travaux, sur présentation d'une facture sur mètre.

Dans le cas où les engagements de remboursement des dépenses sont faits conjointement par plusieurs usagers, le Délégataire détermine la répartition des dépenses entre ces usagers en se conformant à l'accord spécial intervenu entre eux.

A l'issue des travaux, les extensions ainsi créées sont incorporées au domaine public.

A défaut d'accord spécial sur la répartition des dépenses avant les travaux, aucun dédommagement ne sera accordé au demandeur en cas de nouveau branchement sur cette extension.

De même, il ne pourra pas être demandé, par la Collectivité ou son Délégataire, de participation à la création de l'extension pour les raccordements postérieurs à la création de l'extension.

ARTICLE 2.9 - SURVEILLANCE, ENTRETIEN

La surveillance, l'entretien, les réparations et le renouvellement de tout ou partie des branchements d'eaux usées situés sous le domaine public, sont à la charge du Délégataire.

Il incombe à l'usager de prévenir immédiatement le Délégataire de toute obstruction, de toute fuite, de toute anomalie de fonctionnement qu'il constaterait dans son branchement.

Les frais consécutifs à des interventions d'entreprise ou d'artisan, à la demande des propriétaires, effectuées sans accord préalable du Délégataire ne seront pas remboursés.

Dans le cas où il est reconnu par le Délégué que les dommages sont dus à la négligence, à l'imprudence ou à la malveillance d'un usager, les interventions du service pour entretien (curage ou réparations) sont à la charge du responsable des dégâts.

Le Délégué est en droit d'exécuter d'office, après information préalable et aux frais de l'usager s'il y a lieu, tous les travaux dont il serait amené à constater la nécessité, notamment en cas d'inobservation du présent règlement ou atteinte à la sécurité publique, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 7 du présent règlement.

L'accès aux organes de contrôle doit être facilité en toute circonstance aux techniciens du Délégué.

Chaque propriétaire doit entretenir et maintenir en bon état de fonctionnement et de propreté l'ensemble de ses ouvrages de branchement sous domaine privé jusqu'à l'organe de contrôle (regard de branchement).

Le propriétaire sera responsable tant vis-à-vis du Délégué que vis-à-vis des tiers, des conséquences de l'établissement, de l'existence et de l'entretien des ouvrages construits à l'intérieur de sa propriété, pour l'assainissement de son immeuble.

Il appartiendra au propriétaire, dans son propre intérêt, d'exercer sur les ouvrages d'assainissement, le contrôle qu'il jugera convenable, la surveillance exercée par le Délégué ne réduisant en rien la responsabilité dudit propriétaire.

Dans le cas où un accident viendrait à se produire, le propriétaire serait tenu d'en informer immédiatement le Délégué.

Il devra prendre, à ses frais, risques et périls, les mesures nécessaires pour éviter tout déversement (ou intercepter les effluents pendant les réparations du branchement) à l'égout public et la mise hors service dudit branchement.

ARTICLE 2.10 - CONDITIONS DE SUPPRESSION DES BRANCHEMENTS OU DE MODIFICATION DE BRANCHEMENT

Lorsque la démolition ou la transformation d'un immeuble entraînera la suppression du branchement ou sa modification, les frais correspondants seront mis à la charge de la personne ou des personnes ayant déposé le permis de démolition ou de construire.

La suppression totale ou la transformation du branchement résultant de la démolition ou de la transformation de l'immeuble sera exécutée par le Délégué ou une entreprise agréée par lui, sous sa direction.

ARTICLE 2.11 - PARTICIPATION FINANCIERE DES PROPRIETAIRES D'IMMEUBLES NEUFS

Conformément à l'article L 1331-7 du Code de la Santé Publique, les propriétaires des immeubles édifiés postérieurement à la mise en service des égouts auxquels ces immeubles doivent être raccordés, sont astreints à verser une participation financière pour tenir compte de l'économie réalisée par eux en évitant une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle.

Le montant ainsi que la date d'exigibilité de cette participation sont déterminés par l'assemblée délibérante de la Collectivité.

CHAPITRE III

3. LES EAUX INDUSTRIELLES

ARTICLE 3.1 - DEFINITION DES EAUX INDUSTRIELLES

Sont classés dans les eaux usées industrielles, tous les rejets correspondant à une utilisation de l'eau autre que domestique et pluviale.

Leurs natures quantitatives et qualitatives sont précisées dans les conventions spéciales de déversement passées entre le Délégué et l'établissement industriel, commercial ou artisanal désireux de se raccorder au réseau d'évacuation public.

Toutefois, les établissements à caractère industriel, commercial ou artisanal, dont les eaux peuvent être assimilées aux eaux usées domestiques et dont le rejet ne dépasse pas annuellement 6 000 mètres cubes pourront être dispensés de conventions spéciales.

ARTICLE 3.2 - CONDITIONS DE RACCORDEMENT POUR LE DEVERSEMENT DES EAUX INDUSTRIELLES

Le raccordement des établissements déversant des eaux industrielles au réseau public n'est pas obligatoire, conformément à l'article L 1331-10 du code de la santé publique.

Toutefois ceux-ci peuvent être autorisés à déverser leurs eaux industrielles au réseau public dans la mesure où ces déversements sont compatibles avec les conditions générales d'admissibilité des eaux industrielles.

Dans ce cas, quel que soit le volume annuel du rejet, une convention spéciale de déversement sera établie entre les parties.

ARTICLE 3.3 - DEMANDE DE DEVERSEMENT - CONVENTION

Les demandes de déversement d'effluents d'établissements industriels, commerciaux ou artisanaux se font à l'aide d'un imprimé spécial qui fournit toutes indications nécessaires au Délégué pour l'instruction de la demande.

Toute modification de l'activité industrielle, commerciale ou artisanale fera l'objet d'une nouvelle demande de déversement. Chaque établissement doit souscrire une convention séparée.

Pour les établissements classés, les déversements devront être conformes à l'ensemble des instructions relatives au rejet des eaux usées et à l'ensemble de la réglementation édictée par chacun des organismes et administrations, intervenant dans la politique de l'eau. La demande de déversement devra systématiquement être accompagnée de l'arrêté de la Police de l'Eau définissant les prescriptions de

ARTICLE 3.4- CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES BRANCHEMENTS INDUSTRIELS

Les établissements consommateurs d'eau à des fins industrielles devront, s'ils en sont requis par le Délégué, être pourvus de trois branchements distincts :

- un branchement pour les eaux domestiques
- un branchement pour les eaux industrielles
- un branchement pour les eaux pluviales

Le branchement d'eaux domestiques, le branchement d'eaux industrielles ou le branchement commun (eaux domestiques et industrielles) devra être pourvu d'un ouvrage placé en domaine privé et à la limite de propriété permettant d'effectuer des prélèvements et des mesures de débits. Cet ouvrage devra être accessible, à toute heure, aux agents du Délégué.

Un dispositif d'obturation permettant de séparer le réseau public de l'établissement industriel pourra, sur l'initiative du Délégué, être placé sur le branchement des eaux industrielles et dans un endroit accessible aux agents du Service.

L'industriel devra être en mesure d'empêcher le rejet accidentel au réseau public, des eaux non conformes à la convention.

Les branchements seront entretenus dans les mêmes conditions que celles décrites pour les eaux domestiques.

Les rejets d'eaux usées domestiques des établissements industriels sont soumis aux règles établies au chapitre 2.

Les rejets d'eaux pluviales des établissements industriels sont soumis aux règles établies au chapitre 4.

Article 3.5 - PRELEVEMENTS ET CONTROLES

Indépendamment des contrôles mis à la charge de l'industriel aux termes de la convention de déversement, des prélèvements et contrôles pourront être effectués à tout moment par le Délégué dans les regards de visite afin de vérifier si les eaux industrielles déversées dans le réseau public sont en permanence conformes aux prescriptions et correspondent à la convention spéciale de déversement établie.

Les analyses seront faites par un organisme agréé.

Les frais en seront supportés par le propriétaire de l'établissement concerné si une analyse démontre que les effluents ne sont pas conformes aux prescriptions, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 7 du présent règlement.

Si tel est le cas, les autorisations de déversement seront immédiatement suspendues par le Délégué. Ce dernier peut obturer le branchement en cas de danger pour ses installations.

ARTICLE 3.6 - OBLIGATION D'ENTREtenir LES INSTALLATIONS DE PRETRAITEMENT

Les installations de "pré-traitement" prévues par les conventions devront être en permanence maintenues en bon état de fonctionnement. Les usagers doivent pouvoir en justifier au Délégué, en toute circonstance, au moyen d'un cahier de bord comportant les résultats d'analyses effectuées, les pannes, les opérations d'entretien et de vidange, le tout conformément à la réglementation en vigueur.

Les restaurateurs, traiteurs, boucheries, charcuteries et établissements similaires devront comporter en domaine privé un bac à graisse qui devra être vidangé chaque fois que nécessaire.

En aucun cas, les garages ne devront rejeter des hydrocarbures aux réseaux d'eaux usées ou pluviales. Les bacs de nettoyage de pièces, s'ils sont raccordés aux réseaux d'eaux usées ou pluviales, devront comporter un débourbeur et un déshuileur (voir art. 1.6).

L'usager, en tout état de cause, demeure seul responsable de ses installations.

ARTICLE 3.7 - REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT APPLICABLE AUX ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS, COMMERCIAUX OU ARTISANAUX

En application du décret n° 67-945 du 24 Octobre 1967, les établissements déversant des eaux industrielles dans un réseau public d'évacuation des eaux, sont soumis au paiement de la redevance d'assainissement sauf dans les cas particuliers visés à l'article 3.8 ci-après.

Le taux de la redevance d'assainissement est fixé par l'assemblée délibérante de la Collectivité. Les coefficients de correction quantitatifs et qualitatifs pour chaque redevance sont fixés par l'autorité compétente.

ARTICLE 3.8 - PARTICIPATIONS FINANCIERES SPECIALES

Si le rejet d'eaux industrielles entraîne pour le réseau et la station d'épuration des sujétions spéciales d'équipement et d'exploitation, l'autorisation de déversement pourra être subordonnée à des participations financières aux frais de premier équipement, d'équipement complémentaire et d'exploitation, à la charge de l'auteur du déversement, en application de l'article L 1331-10 du Code de la Santé Publique. Celles-ci seront définies par la convention spéciale de déversement si elles ne l'ont pas été par une convention antérieure.

CHAPITRE IV

4. LES EAUX PLUVIALES

ARTICLE 4.1 - DEFINITION DES EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques. Sont assimilées à ces eaux pluviales celles provenant des eaux d'arrosage et de lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles, des trop-pleins de piscines,...

En principe, non polluées, elles peuvent être rejetées dans le milieu naturel récepteur (fleuve, rivière, vallons ou fossés) sans épuration préalable, sous réserve qu'il n'en résulte aucun préjudice pour celui-ci.

ARTICLE 4.2 - DEMANDE DE BRANCHEMENT

Les demandes de branchements pluviaux doit être réalisée auprès des services techniques de la commune de l'implantation de l'immeuble.

ARTICLE 4.3 - SEPARATION DES EAUX - INTERDICTIONS

Il est formellement interdit, à quelque niveau que ce soit, de mélanger les eaux usées et les eaux pluviales.

Le détournement de la nappe phréatique ou de sources souterraines, dans les réseaux d'eaux usées, est interdit.

Le Délégué est en droit de vérifier la conformité des branchements, des installations privées d'assainissement, ainsi que la bonne séparation des eaux usées et pluviales en domaine privé.

CHAPITRE V

5. LES INSTALLATIONS SANITAIRES PRIVÉES

ARTICLE 5.1 - DISPOSITIONS GENERALES

L'usager peut disposer comme il l'entend des installations sanitaires à l'intérieur de l'immeuble raccordé, pourvu qu'elles soient conformes à tout moment aux prescriptions du présent règlement.

Une fois les travaux terminés, les propriétaires doivent aviser le Délégué qui autorise la mise en service du réseau intérieur, après avoir constaté que l'installation est conforme au projet accepté. Les frais de visite de conformité par le Délégué sont à la charge des propriétaires.

Dans le cas où le propriétaire n'aurait pas respecté la réglementation en vigueur ou les clauses du présent règlement, il sera mis en demeure de réaliser la mise en conformité, le Délégué se réservant le droit d'obturer le branchement.

Toute modification ou addition ultérieure aux installations sera autorisée dans les mêmes formes.

ARTICLE 5.2 - RACCORDEMENT ENTRE DOMAINE PUBLIC ET DOMAINE PRIVE

Les raccordements effectués entre les canalisations posées sous le domaine public et celles posées à l'intérieur des propriétés y compris les jonctions de tuyaux de descente des eaux pluviales lorsque celles-ci sont acceptées dans le réseau sont à la charge exclusive des propriétaires. Les canalisations et les ouvrages de raccordement doivent être parfaitement étanches.

Les canalisations en domaine privé sont réalisées par et aux frais du propriétaire avec l'entreprise de son choix.

ARTICLE 5.3 - SUPPRESSION DES ANCIENNES INSTALLATIONS

Conformément à l'article L 1331-5 du Code de la Santé Publique, dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature seront mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais des propriétaires. En cas de défaillance, le Délégué pourra se substituer aux propriétaires, agissant alors aux frais et risques de l'utilisateur, conformément à l'article L 1331-6 du Code de la Santé Publique.

Les dispositifs de traitement et d'accumulation ainsi que les fosses septiques mis hors service ou rendus inutiles pour quelque cause que ce soit sont vidangés et curés. Ils sont soit comblés soit désinfectés s'ils sont destinés à une autre utilisation.

ARTICLE 5.4 - INDEPENDANCE DU RESEAU INTERIEUR DES EAUX

Tout raccordement direct est interdit entre les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées. De même, est interdite l'installation de tous dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans la conduite d'eau potable, soit par aspiration due à une dépression accidentelle soit par refoulement dû à une surpression créée dans la canalisation d'évacuation.

Toute communication entre les conduites d'eaux usées et d'eaux pluviales est interdite.

ARTICLE 5.5- ETANCHEITE DES INSTALLATIONS ET PROTECTION CONTRE LE REFLUX DES EAUX USEES ET PLUVIALES

En vue d'éviter le reflux des eaux d'égout dans les caves, sous-sols et cours lors de l'élévation exceptionnelle de leur niveau jusqu'à celui de la voie publique desservie, les canalisations d'immeubles en communication avec les égouts et notamment leurs joints sont établis de manière à résister à la pression correspondante.

De même tous regards situés sur des canalisations à un niveau inférieur à celui de la voie vers laquelle se fait l'évacuation doivent être normalement obturés par un tampon étanche résistant à ladite pression.

Lorsque des appareils d'utilisation sont installés à un niveau, tel que leur orifice d'évacuation se trouve situé au-dessous de ce niveau critique, toutes dispositions doivent être prises pour s'opposer à tout reflux d'eaux usées provenant de l'égout en cas de mise en charge de celui-ci.

Les frais d'installations, d'entretien et de réparation de ces dispositifs sont à la charge du propriétaire qui est responsable de leur choix et de leur bon fonctionnement (vanne, relevage, etc.), la responsabilité du Délégataire ne pouvant être retenue en aucune circonstance.

Tous les appareils raccordés doivent être munis de siphons empêchant la sortie des émanations provenant de l'égout et l'obstruction des conduites par l'introduction de corps solides. Tous les siphons sont conformes à la normalisation en vigueur.

Le raccordement de plusieurs appareils à un même siphon est interdit.

Aucun appareil sanitaire ne peut être raccordé sur la conduite reliant une cuvette de toilettes à la colonne de chute

ARTICLE 5.6 - OCCLUSIONS DES ORIFICES DE VIDANGE DES POSTES D'EAU

Tous les orifices de vidange des postes d'eaux ménagères tels qu'éviers, lavabos, baignoires doivent être pourvus d'un système d'occlusion hydraulique conforme aux normes françaises homologuées et assurant une garde d'eau permanente.

Les communications des ouvrages d'évacuation avec l'extérieur sont établies de telle sorte qu'aucun retour de liquides, de matières ou de gaz malodorants ou nocifs ne puisse se produire dans l'intérieur des habitations.

ARTICLE 5.7 - TOILETTES

Les toilettes seront munies d'une cuvette siphonnée qui doit pouvoir être rincée moyennant une chasse d'eau ayant un débit suffisant pour entraîner les matières fécales.

ARTICLE 5.8 - COLONNES DE CHUTES D'EAUX USEES

Toutes les colonnes de chutes d'eaux usées, à l'intérieur des bâtiments, sont à poser verticalement, munies de tuyaux d'évents de diamètre 80 prolongés au-dessus des parties les plus élevées de la construction. Les colonnes de chutes sont indépendantes totalement des canalisations d'eaux pluviales. Le diamètre de ces tuyaux devra rester constant.

Ces dispositifs doivent être conformes aux dispositions du Règlement Sanitaire Départemental relatives à la ventilation des égouts lorsque sont installés des dispositifs d'entrée d'air.

ARTICLE 5.9 - BROyeurs D'EVIERs, W-C CHIMIQUES

L'évacuation des ordures ménagères par les égouts, même après broyage, est interdite ainsi que les effluents en provenance des W-C chimiques.

ARTICLE 5.10 - DESCENTE DE GOUTTIERES

Les descentes de gouttières qui sont, en règle générale, fixées à l'extérieur des bâtiments, doivent être complètement indépendantes et ne doivent servir en aucun cas à l'évacuation des eaux usées.

Au cas où elles se trouvent à l'intérieur de l'immeuble, les descentes de gouttières doivent être accessibles à tout moment.

ARTICLE 5.11 - ENTRETIEN-REPARATION-RENOUVELLEMENT DES INSTALLATIONS INTERIEURES

L'entretien, les réparations et le renouvellement des installations intérieures sont à la charge du propriétaire de la construction à desservir par le réseau public d'évacuation.

Les agents du Délégué doivent pouvoir accéder aux installations intérieures y compris les séparateurs à graisses, à hydrocarbures et les fosses à boues.

Sur injonction du Délégué et dans le délai fixé par celui-ci, le propriétaire devra remédier aux défauts constatés, en faisant exécuter, à ses frais, les réparations ou nettoyements prescrits.

ARTICLE 5.12 - CONFORMITE DES INSTALLATIONS

Le Délégué a le droit de vérifier, à tout moment, que les installations intérieures remplissent bien les conditions requises. Dans le cas où des défauts sont constatés par le Délégué, le propriétaire doit y remédier à ses frais.

CHAPITRE VI

6. CONTRÔLE DES RÉSEAUX PRIVÉS

ARTICLE 6.1 - DISPOSITIONS GENERALES POUR LES RESEAUX PRIVES

Les articles 1.1 à 5.12 inclus du présent règlement sont applicables aux réseaux privés d'évacuation des eaux.

En outre, les conventions spéciales de déversement visées à l'article 3 préciseront certaines dispositions particulières.

ARTICLE 6.2 - CONDITIONS D'INTEGRATION AU DOMAINE PUBLIC

La demande de raccordement sera faite par le lotisseur et sera accompagnée des plans et coupes détaillés du projet des canalisations principales et des branchements particuliers jusqu'à l'organe de contrôle y compris, défini à l'article 1.4 du présent règlement.

Le raccordement du lotissement au réseau public se fera obligatoirement sur un regard de visite existant ou à créer, selon les directives du Délégué.

Afin qu'il soit permis au Délégué de contrôler les travaux durant leur exécution et d'assister aux essais d'étanchéité, le lotisseur sera tenu d'informer, par écrit, cet organisme de la date d'ouverture du chantier, au moins 15 jours à l'avance.

La remise des ouvrages à la Collectivité sera assujettie à la conformité des travaux réalisés et à la présentation du procès-verbal des essais d'étanchéité des canalisations, lesquels sont à la charge du lotisseur. Ces essais pourront comporter, en outre, un passage caméra.

ARTICLE 6.3 - CONTROLE DES RESEAUX PRIVES

Avant le raccordement au réseau public, le Délégué se réserve le droit de contrôler la conformité d'exécution des réseaux privés ainsi que celles des branchements définis dans le présent règlement.

Le contrôle des réseaux privés comportera notamment un essai d'étanchéité au frais du maître d'ouvrage.

Dans le cas où des désordres seraient constatés par le Délégué, la mise en conformité sera effectuée par le propriétaire ou l'assemblée des copropriétaires.

ARTICLE 6.4 - PLAN DE RECOLEMENT

Le plan de récolement des travaux devra être fourni à la Collectivité et au Délégué, dans un délai d'un mois après la réception des travaux, sur calque ou papier.

Ce plan devra faire apparaître la position exacte de chaque branchement. Les regards de visite devront être repérés en planimétrie en coordonnée Lambert III. Le côté supérieur du regard de visite et du fil d'eau devront être repérés en coordonnées NGF.

CHAPITRE VII

7. MODALITES FINANCIERES

ARTICLE 7.1 - REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT

En application du décret n° 67-945 du 24 Octobre 1967 et des textes d'application, l'usager domestique raccordé à un réseau public d'évacuation des eaux usées est soumis au paiement de la redevance d'assainissement .

En application de l'article 36-1 de la Loi sur l'Eau du 03 janvier 1992 qui complète l'article L 1331-1 du Code de la Santé Publique, le paiement de la redevance sera perçu pour tout usager raccordable, dès la mise en service du collecteur sous domaine public.

La facturation est établie selon la même périodicité et en même temps que pour le service public de l'eau potable, par le gestionnaire du service public de l'eau potable.

La redevance d'assainissement est assise sur les volumes d'eau prélevés sur le service public d'eau potable ou à défaut d'organe de comptage de manière forfaitaire et estimative selon les dispositions de l'article 38.2 du contrat d'affermage et reprises dans le tableau ci-dessous. Pour les usagers qui s'alimentent en eau totalement ou partiellement à partir d'une autre source qui ne dépend pas du service public, la redevance d'assainissement collectif, est calculée : soit par mesure directe au moyen de dispositifs de comptage posé et entretenus aux frais de l'usager et dont les relevés sont transmis au délégataire 1 mois avant chaque facturation semestrielle, soit à défaut de dispositif de comptage ou de justification de la conformité des dispositifs de comptage par rapport à la réglementation, ou en l'absence de transmission des relevés à temps, sur la base d'un forfait de 100 m³ par unité de logement et par an, la règle de calcul des unités de logement étant définie à l'article 38.2 du contrat d'affermage et reprise dans le tableau ci-dessous

L'assiette de la redevance assainissement est constituée de la consommation mesurée aux compteurs de distribution d'eau potable ou à défaut de compteurs, par une estimation de consommation annuelle de 100 m³ par unité de logement.

Définition des Unités de logement

Catégories d'Abonnés	Nombre d'unités de logement
Abonnés assurant des missions d'intérêt général (établissements scolaires, établissements hospitaliers, bâtiments communaux, etc...)	3 unités de logement par branchement
Abonnés assurant un hébergement touristique (toute installation qui régulièrement ou occasionnellement pourvoit à l'hébergement de touristes): hôtels, campings, résidences avec service hôtelier, résidences de tourisme, gîtes, chambres d'hôtes, hébergements collectifs de tourisme, refuges, auberges de jeunesse, centres de villégiature, ...etc	1 unité de logements pour 6 lits marchands . Le nombre d'unités de logement sera égal au minimum à 1 et arrondi au nombre entier supérieur en cas de nombre de lits non multiple de 6. A titre d'exemple : 10 lits représentent 1,66 UL. Ce nombre d'unités de Logement sera arrondi à 2. Le nombre de lit marchand d'un établissement se définit comme sa capacité d'accueil. En l'absence d'une déclaration et/ou d'une connaissance de la capacité d'un établissement, les règles suivantes seront appliquées (sur la base des statistiques INSEE actuelles et du référentiel utilisé par l'office départemental de tourisme): Hôtellerie et chambres chez l'habitant : 2 lits marchands par chambres ; Hôtellerie de plein air (campings,...) : 3 lits marchands par emplacement Meublés et gîtes : 4 lits marchands par meublé
Abonnés domestiques (résidence principale ou secondaire,...)	1 unité de logement par logement
Autres catégories d'abonnés non domestiques (commerces, entreprises, restaurants, etc)	2 unités de logement par abonné. Dans le cas d'un ensemble commercial ou d'entreprises, la règle de calcul sera de 2 Unités de logement par commerce ou entreprise.

ARTICLE 7.2 - MODE DE FACTURATION

Le cas général est la facturation, le recouvrement et l'encaissement de la redevance de eau et assainissement auprès des usagers par le service de l'eau .

La facturation du service de l'assainissement est réalisée en même temps et sur la même facture que la facturation relative à l'eau potable.

La facturation est réalisée semestriellement

La partie fixe est facturée d'avance. La partie proportionnelle est facturée à terme échu.

Exceptionnellement, dans le cas où le service public de l'eau potable ne réaliserait pas cette facturation pour le compte du Délégataire, le Délégataire réalisera directement la facturation, le recouvrement et l'encaissement de la redevance assainissement auprès des usagers. Dans ce cas, les tarifs seront augmentés selon les conditions définies à l'article 38.3 du contrat d'affermage.

ARTICLE 7.3. - FACTURATION- ENCAISSEMENT DE LA REDEVANCE PAR LE SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT

Le délégataire perçoit auprès des abonnés du service affermé, par l'intermédiaire des services des eaux des communes (cas général) ou directement, en contrepartie des volumes d'eau livrés, enregistrés aux compteurs ou estimés, les sommes correspondantes aux éléments de tarification suivants :

- ✓ la redevance assainissement,
- ✓ la part de la Collectivité,
- ✓ la taxe à la valeur ajoutée (TVA).
- ✓ les autres taxes, redevances ou contributions que le délégataire serait amené à percevoir auprès des abonnés par suite de décisions qui lui seraient imposées.

Les factures adressées aux usagers sont conformes aux dispositions réglementaires et fiscales en vigueur. A la date d'effet du contrat, les prescriptions en vigueur sont celles fixées par l'arrêté du 10 juillet 1996.

Les usagers disposent d'un délai de 15 jours pour régler les sommes afférentes à leurs consommations d'eau – pour le service de l'assainissement- par tous moyens mis à leur disposition. Les modalités de ces paiements, y compris les conditions de mensualisation sont précisées s'il y a lieu au règlement du service.

ARTICLE 7.4. - CONTENTIEUX DE LA FACTURATION

Les services de l'eau (cas général) ou le délégataire (s'il assure directement la facturation) sont chargés de mettre en œuvre le recouvrement des factures qu'ils ont émises. En cas de non paiement par les usagers, le service de l'eau est autorisé pour obtenir le paiement de la redevance assainissement, à user des moyens mis à sa disposition par le règlement des abonnements au service de l'eau.

En cas de non paiement dans le délai fixé, une pénalité égale au montant T.T.C. à payer, multiplié par le taux d'intérêt légal majoré de 2 points et à partir de la date de limite de paiement de la facture par quinzaine indivisible. Cette pénalité, qui ne pourra être inférieure à 9 euros, sera mise à la charge de l'abonné défaillant. Cette somme minimale, sera indexée selon les dispositions prévues à l'article 41.2. du contrat d'affermage du service de l'assainissement.

En cas de procédures contentieuses par voie de justice ou autre, lancées par le délégataire, les frais y afférents seront mis à la charge de l'abonné.

La collectivité et le délégataire supportent chacun pour ce qui les concerne la charge des factures impayées et définitives. En cas de paiement partiel, ils supportent la charge de l'impayé chacun au prorata de leur part respective.

ARTICLE 7.5. - COMPTES DES ABONNES

Dans la comptabilité tenue par le service de l'eau (cas général) ou le délégataire s'il assure directement la facturation, il est ouvert un compte au nom de chacun des usagers du service affermé. Ce compte comporte au moins les indications suivantes, pour chaque exercice annuel :

- ✓ la totalité des sommes facturées à l'abonné au cours de l'exercice ;
- ✓ la totalité des sommes versées par l'abonné au cours de l'exercice ;
- ✓ le report du solde du compte du même abonné pour l'exercice précédent, s'il y a lieu ;
- ✓ le solde de l'exercice.

Le service de l'eau (cas général) ou le délégataire (s'il assure directement la facturation) conserve par ailleurs l'image des factures adressées à chaque usager pendant la durée légale.

Lorsqu'un abonnement prend fin par suite de la demande d'un usager ou pour une autre cause, la commune transmet au délégataire le dernier relevé du compteur. Il est alors porté au crédit du compte les éventuelles mensualités d'abonnement devant être restituées à l'abonné, calculées au prorata temporis du temps de présence.

Un état des comptes des abonnés qui ont été clos au cours de l'exercice est tenu à la disposition de la collectivité. Cet état indique, pour chaque compte, le montant du solde au moment de la clôture ainsi que la destination de ce solde s'il est positif.

CHAPITRE VIII

8. INFRACTIONS, SANCTIONS ET POURSUITES

ARTICLE 8.1 - INFRACTIONS ET POURSUITES

Les infractions au présent règlement sont constatées soit par les agents du Délégué, soit par le représentant légal ou mandataire de la Collectivité.

Elles peuvent donner lieu à une mise en demeure et éventuellement à des poursuites devant les tribunaux compétents.

ARTICLE 8.2 - VOIES DE RECOURS DES USAGERS

En cas de faute du Délégué, l'utilisateur qui s'estime lésé peut saisir les tribunaux judiciaires compétents en cas de différends, ou les tribunaux administratifs si le litige porte sur l'assujettissement à la redevance d'assainissement ou sur le montant de celle-ci.

Préalablement à la saisie des tribunaux, l'utilisateur peut adresser un recours gracieux à la Mairie, responsable de l'organisation du service. L'absence de réponse à ce recours dans un délai de trois mois vaut décision de rejet.

ARTICLE 8.3 - MESURES DE SAUVEGARDE

Si des déversements, autres que ceux définis dans les conventions de déversement passées entre le Délégué et les établissements industriels, commerciaux ou artisanaux, troublent gravement, soit l'évacuation des eaux usées, soit le fonctionnement des stations d'épuration, ou portent atteinte à la sécurité du personnel d'exploitation, la réparation des dégâts éventuels et du préjudice subi par le service est mise à la charge du signataire de la convention.

Le Déléataire pourra mettre en demeure l'usager, par lettre recommandée avec accusé de réception, de cesser tout déversement irrégulier dans un délai n'excédant pas 48 heures.

En cas d'urgence, ou lorsque les rejets sont de nature à constituer un danger immédiat, le branchement sera obturé immédiatement et sur constat d'un agent du Déléataire.

ARTICLE 8.4 - MESURES DE PROTECTION DES EGOUTS PUBLICS

Outre les déversements interdits spécifiés à l'article 1-6, il est strictement interdit d'entreprendre des travaux de toute nature touchant à l'égout public, de pénétrer dans les ouvrages ou d'y pénétrer, faire des prélèvements d'eaux usées, sous peine de poursuites.

CHAPITRE IX

9. DISPOSITIONS D'APPLICATION

ARTICLE 9.1 - DATE D'APPLICATION

Le présent règlement est mis en application à compter de la date de visa par la Préfecture de Gap, tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

ARTICLE 9.2 - MODIFICATIONS DU REGLEMENT

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par la Collectivité et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial. Toutefois, ces modifications doivent être portées à la connaissance des usagers du service par affichage en Mairie, trois mois avant leur mise en application.

ARTICLE 9.3 - DESIGNATION DU DELEGATAIRE

La Délégation du service des eaux usées est assurée par SEERC en vertu du contrat de délégation de service public de l'assainissement – ARTICLE 1.2.

Article 9.4 - CLAUSES D'EXECUTION

Le Président et tous les agents habilités du Délégué, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

A Briançon, le
pour La Communauté de Communes
du Briançonnais

A AIX EN PROVENCE, le
pour SEERC

RÈGLEMENT D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF



Communauté de Communes du Briançonnais

Service Assainissement - **S**ervice **P**ublic d'**A**ssainissement **N**on **C**ollectif

1 rue Aspirant Jan, 05105 Briançon cedex

04 92 21 35 97 - accueil@ccbrianconnais.fr

www.ccbrianconnais.fr

SOMMAIRE

RAPPEL RÉGLEMENTAIRE	3
 Chapitre 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
Article 1.1 Objet du règlement.....	5
Article 1.2 Définitions	5
Article 1.3 Obligation d'être équipé d'un système d'assainissement.....	5
Article 1.4 Modalités générales d'établissement des ouvrages d'assainissement non collectif.....	6
Article 1.5 Conditions financières d'établissement d'une installation d'assainissement non collectif	6
Article 1.6 Responsabilité du propriétaire.....	6
 Chapitre 2. PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES À L'ENSEMBLE DES SYSTÈMES	7
Article 2.1 Prescriptions techniques	7
Article 2.2 Déversements interdits.....	7
Article 2.3 Conception des systèmes d'assainissement non collectif.....	8
Article 2.4 Implantation des systèmes	9
Article 2.5 Rejet dans le sol	10
Article 2.6 Rejet vers le milieu hydraulique superficiel.....	11
Article 2.7 Suppression d'un système en raison d'un raccordement au réseau public d'assainissement	11
Article 2.8 Suppression des anciennes fosses, des anciens cabinets d'aisance, des anciennes installations en raison de la création ou de la réhabilitation d'un système d'assainissement non collectif.....	11
 Chapitre 3. INSTALLATIONS SANITAIRES INTÉRIEURES À L'IMMEUBLE	12
Article 3.1 Indépendance des réseaux intérieurs d'eau potable et d'eaux usées	12
Article 3.2 Étanchéité des installations et protection contre le reflux des eaux.....	12
Article 3.3 Pose de siphon.....	12
Article 3.4 Toilettes	12
Article 3.5 Colonnes de chutes d'eaux usées	13
Article 3.6 Broyeur d'évier	13
Article 3.7 Descentes de gouttières.....	13
Article 3.8 Mise en conformité des installations intérieures	13

Chapitre 4.	CONTRÔLE TECHNIQUE DES SYSTÈMES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF.....	14
Article 4.1	Obligation d'exercer un contrôle	14
Article 4.2	Accès aux systèmes d'assainissement non collectif	14
Article 4.3	Installations existantes – Diagnostic initial	15
Article 4.4	Installations existantes – Diagnostic périodique	15
Article 4.5	Périodicité des contrôles	15
Article 4.6	Diagnostic des installations neuves ou réhabilitées	16
Article 4.7	Vérifications occasionnelles	17
Article 4.8	Vérification en cas de vente d'immeuble	17
Article 4.9	Rapport de visite	17
Article 4.10	Évaluation de l'installation	17
Chapitre 5.	L'USAGER ET SES OBLIGATIONS	19
Article 5.1	Conservation, modification des systèmes	19
Article 5.2	Entretien des systèmes	19
Article 5.3	Changement d'usager	20
Chapitre 6.	DISPOSITIONS FINANCIÈRES	21
Article 6.1	Qualification du service	21
Article 6.2	Redevance	21
Article 6.3	Redevables	21
Article 6.4	Pénalités pour refus de contrôle	21
Article 6.5	Retard de paiement	21
Chapitre 7.	DISPOSITIONS D'APPLICATION	22
Article 7.1	Diffusion du règlement	22
Article 7.2	Modification du règlement	22
Article 7.3	Infractions et poursuites	22
Article 7.4	Voie de recours des usagers	22
Article 7.5	Droits des usagers vis-à-vis de leurs données personnelles	23
Article 7.6	Date d'application	23
Article 7.7	Clause d'exécution	23

RAPPEL RÉGLEMENTAIRE

DELIBERATIONS

DELIBERATION N°2018-36 DU 24 AVRIL 2018 approuvant le règlement de service.

DELIBERATION N°2018-35 DU 24 AVRIL 2018 fixant les tarifs des missions de contrôle pour le Service Public d'Assainissement Non Collectif.

Le **Portail de l'assainissement non collectif** est mis à disposition par le Ministère de la transition écologique et solidaire et par le Ministère des solidarités et de la santé :

<http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/>

ARRETES

ARRETE INTERMINISTERIEL DU 27 AVRIL 2012 relatif aux modalités de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

ARRETE DU 7 SEPTEMBRE 2009, modifié par l'Arrêté du 7 mars 2012, fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif de moins de 20 EH.

ARRETE DU 21 JUILLET 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.

ARRETE INTERMINISTERIEL DU 7 SEPTEMBRE 2009, modifié par l'Arrêté du 3 décembre 2010, relatif aux modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif.

CODE DE LA SANTE PUBLIQUE

> **article L 1331-1** : raccordement obligatoire des immeubles dans un délai de 2 ans à compter de la mise en service d'un réseau de collecte collectif. Les immeubles non raccordés doivent être dotés d'un assainissement autonome dont les installations seront maintenues en bon état de fonctionnement.

> **article L.1321-2** : servitudes applicables dans les périmètres de protection des captages d'eau potable.

> **article L.1322-3** : servitudes applicables dans les périmètres de protection d'une source d'eau minérale naturelle déclarée d'utilité publique.

> **article L.1324-3** : sanctions pénales applicables au non-respect des dispositions concernant les périmètres de protection des captages d'eau potable et/ou des sources d'eau minérale naturelle déclarées d'utilité publique.

> **article L.1331-1-1** : immeubles tenus d'être équipés d'une installation d'assainissement non collectif et délai de réalisation des travaux prescrits par le SPANC.

> **article L 1331-5** : mises hors état de servir ou de nuire, par les soins et aux frais du propriétaire, des fosses et autres installations dès lors que l'immeuble est raccordé à un réseau d'assainissement collectif.

> **article L.1331-6** : possibilité pour la commune d'engager des travaux d'office, aux frais du propriétaire, après mise en demeure.

> **article L.1331-8** : pénalités financières applicables soit :

- aux propriétaires d'immeubles non équipés d'une installation d'assainissement autonome, alors que l'immeuble n'est pas raccordé au réseau public de collecte,

- aux propriétaires dont l'installation n'est pas en bon état de fonctionnement ou n'ayant pas pris en compte les conclusions de l'ancien rapport du SPANC,

- aux propriétaires faisant réaliser leur vidange par une entreprise non agréée,

- aux usagers refusant le passage du SPANC.

> **article L.1331-11** : possibilité donnée aux agents du SPANC de pénétrer dans les propriétés privées pour les opérations de contrôle.

- > **article L.1331-11-1** : le diagnostic technique établi lors de la vente d'un immeuble à usage d'habitation doit intégrer le compte-rendu du SPANC.
- > **article L.1331-15** : les dispositifs recevant des eaux usées non domestiques doivent être adaptés à l'importance et à la nature de l'activité concernée.

CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

- > **articles L.2224-1 à L.2224-6 et L. 2224-11** : règles générales applicables aux services publics industriels et commerciaux tels que le SPANC.
- > **articles L 2224-7 et L 2224-8** : définition et obligations du service d'assainissement non collectif.
- > **article L. 2224-9** : déclaration d'un prélèvement, puits ou forage, réalisé à des fins d'usage domestique de l'eau.
- > **article L 2224-10** : règles applicables aux zonages d'assainissement.
- > **article L. 2224-12-2** : règles relatives aux redevances.
- > **articles R.2224-11 et R.2224-17** : prescriptions techniques différentes entre dispositifs recevant une charge brute de plus de 20 EH et ceux recevant moins de 20 EH.
- > **article R.2224-16** : rejets de boues d'épuration (incluant les matières de vidanges) interdits dans le milieu aquatique.
- > **articles R.2224-19 à R.2224-19-11** : institution, montant, recouvrement et affectation de la redevance d'assainissement non collectif.

CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION

- > **article L.152-1** : constats d'infraction pénale aux dispositions réglementaires applicables aux installations ANC des bâtiments d'habitation.
- > **articles L.152-2 à L.152-10** : sanctions pénales et mesures complémentaires applicables en cas d'absence d'installation d'ANC d'un bâtiment d'habitation lorsque celui-ci n'est pas raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, ou de travaux concernant cette installation réalisés en violation des prescriptions techniques prévues par l'Arrêté interministériel du 7 septembre 2009.
- > **articles L.271-4 et L.271-5** : obligation de prise en compte de l'avis du SPANC lors de ventes ou cessions d'immeubles non raccordés au réseau collectif.
- > **articles R*111-1-1 et R*111-10** : définition des pièces principales et des pièces de services d'une habitation.
- > **article R*111-3** : obligation pour un logement de disposer d'une installation d'évacuation des eaux usées et règles techniques applicables.

CODE DE L'URBANISME

- > **article L.101-3** : règles générales en matière d'utilisation du sol sur les communes.
- > **article L.610-1** : constats d'infraction pénale aux dispositions prises en application du code de l'urbanisme, qui concernent les installations d'assainissement non collectif.
- > **article L.421-6** : possibilité de refuser un permis de construire si les travaux d'assainissement sont non-conformes aux dispositions législatives et réglementaires
- > **articles R.431-16 et R.441-6** : obligation de fourniture d'un document attestant de la validation du SPANC sur tout projet de création d'installation d'assainissement non collectif dans le cas d'une demande de Permis de Construire et d'Aménager.

CODE CIVIL

- > **article 67** : installation d'une fosse d'aisance en limite de mitoyenneté.
- > **article 1240 et suivants** : notion d'antériorité (applicable aux forages).
- > **article 1641 et suivants** : dans le cadre d'une vente de propriété, obligation de garantie d'un vendeur et possibilité d'action d'un acheteur vis-à-vis de défauts et vices cachés.
- > **article 1792 et suivants** : responsabilité et garanties du constructeur d'une installation d'ANC.

Chapitre 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1.1. **Objet du règlement**

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et les modalités auxquelles sont soumises les installations d'assainissement non collectif et leurs usages.

Il s'applique sur tout le territoire de la Communauté de Communes du Briançonnais (CCB), soit les 13 communes membres : Briançon, Cervières, La Grave, La Salle-les-Alpes, Le Monétier-les-Bains, Montgenèvre, Névache, Puy-Saint-André, Puy-Saint-Pierre, Saint-Chaffrey, Villar-d'Arène, Val-des-prés, Villard-Saint-Pancrace.

La CCB exerce la compétence Assainissement non collectif sur tout le territoire communautaire.

Article 1.2. **Définitions**

Assainissement non collectif, individuel ou autonome : toute installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées des immeubles ou parties d'immeubles non raccordés à un réseau de collecte des eaux usées.

Usager : l'occupant d'un immeuble. Il peut s'agir du propriétaire ou d'un locataire.

Immeuble : terme générique qui désigne les immeubles, les maisons, les habitations ou les constructions.

Eaux usées domestiques : elles sont constituées des eaux vannes (urines et matières fécales) et des eaux ménagères (lessives, cuisine, salle de bain, toilettes).

Eaux pluviales : proviennent des précipitations atmosphériques.

Eaux industrielles : correspondent à une utilisation de l'eau autre que domestique.

Article 1.3. **Obligation d'être équipé d'un système d'assainissement**

Les immeubles non raccordés et non raccordables à un réseau public d'assainissement doivent être dotés d'un système d'assainissement non collectif dont les installations sont maintenues en bon état de fonctionnement.

Cette obligation ne s'applique ni aux immeubles abandonnés ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou cesser d'être utilisés.

En cas de réalisation ultérieure d'un réseau public d'assainissement, le raccordement des immeubles qui y ont accès est obligatoire dans un délai de deux ans à compter de la date de mise en service de l'égout (Code de la Santé Publique).

Pour les immeubles possédant un système d'assainissement non collectif maintenu en bon état, vérifié par le Service Assainissement de la CCB et raccordables à un réseau d'assainissement, ce délai peut être reporté à dix ans.

Article 1.4. **Modalités générales d'établissement des ouvrages d'assainissement non collectif**

Tout propriétaire d'un immeuble existant, non raccordé à un réseau d'assainissement, est tenu de s'informer auprès du Service Assainissement de la CCB des dispositions réglementaires qui lui sont applicables.

Tout propriétaire qui dépose un permis de construire doit se mettre en rapport avec le Service Assainissement de la CCB qui lui fournit les informations et les obligations qui lui sont applicables.

Article 1.5. **Conditions financières d'établissement d'une installation d'assainissement non collectif**

Les frais d'établissement d'un système d'assainissement non collectif sont à la charge du propriétaire de l'immeuble dont les eaux usées sont issues.

Article 1.6. **Responsabilité du propriétaire**

La conception et le dimensionnement du système d'assainissement non collectif relève de la seule responsabilité du propriétaire des installations.

Les travaux de réalisation d'un système neuf, de réhabilitation ou de réparation d'un système existant sont placés sous la seule responsabilité du propriétaire des lieux, maître d'ouvrage qui réalise les travaux ou les fait réaliser par l'entreprise de son choix.

L'entretien et le bon fonctionnement des ouvrages sont sous la responsabilité de l'occupant de l'immeuble. Si le propriétaire n'est pas l'occupant, il doit informer son locataire de ces obligations d'entretien. À cet effet, il remet au locataire les différents documents relatifs à l'installation d'assainissement non collectif et notamment le présent Règlement d'assainissement non collectif.

Chapitre 2. PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES À L'ENSEMBLE DES SYSTÈMES

Article 2.1. Prescriptions techniques

La conception et l'implantation de toute installation destinée à traiter des eaux usées domestiques ou assimilées, nouvelle ou réhabilitée, doivent être conformes aux prescriptions techniques définies, selon la taille de l'installation, par :

- l'Arrêté du 7 septembre 2009, modifié par l'Arrêté du 7 mars 2012, fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5⁽¹⁾.

Installation simple, maison individuelle avec installation ANC < 20 EH⁽²⁾

- l'Arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.

Installations complexes, autres immeubles avec installation ANC > 20 EH

Toute réglementation se rapportant à l'assainissement non collectif en vigueur lors de l'élaboration du projet et de l'exécution des travaux devra être prise en compte.

Article 2.2. Déversements interdits

Seules les eaux usées domestiques telles qu'elles sont définies à l'article 1.2 du présent règlement sont admises dans le système d'assainissement non collectif pour en permettre le bon fonctionnement.

Il est formellement interdit d'y déverser :

- les eaux pluviales qui, de plus, doivent être dirigées et évacuées en dehors de la zone occupée par les ouvrages de la filière de l'assainissement non collectif ;
- les ordures ménagères même après broyage ;
- les huiles usagées (huiles alimentaires, huiles moteurs) ;
- les matières toxiques (solides ou liquides) ;
- les liquides ou vapeurs corrosifs, les acides, les matières inflammables ou susceptibles de provoquer des explosions ;
- des composés cycliques hydroxylés et leurs dérivés (carburants, lubrifiants...) ;
- d'une façon générale, tout corps solide ou non, de nature à nuire, soit au bon état, soit au bon fonctionnement du système d'assainissement.

Les effluents, par leur quantité et leur température, ne doivent pas être susceptibles de porter atteinte au bon fonctionnement du système.

¹ DBO5 : Demande biochimique en oxygène est la quantité d'oxygène nécessaire pour oxyder les matières organiques par voie biologique sur 5 jours.

² EH : équivalent-habitants = 60 g de DBO5

Article 2.3. **Conception des systèmes d'assainissement non collectif**

Ils doivent être conçus, implantés et entretenus de manière à ne pas présenter de risques de contamination ou de pollution des eaux.

Le choix et le dimensionnement d'une installation doivent être obligatoirement faits sur la base d'une étude de sol et de filière réalisée à la charge du propriétaire et, se référer au zonage d'assainissement réalisé par la CCB.

Les caractéristiques techniques et de dimensionnement doivent être adaptées aux caractéristiques de l'immeuble et du lieu d'implantation (pédologie, hydrogéologie, hydrologie...).

a. Prescriptions particulières applicables aux seuls ouvrages d'assainissement non collectif d'une capacité inférieure ou égale à 20 EH – installations classiques

Sont concernées les installations desservant un ou quelques immeubles et/ou maisons d'habitation, dimensionnées pour traiter les rejets constitués d'eaux usées domestiques ou assimilées, émises par moins de 20 équivalent-habitants.

Les systèmes mis en œuvre doivent permettre le traitement commun des eaux vannes et des eaux ménagères.

Ils doivent comporter :

- un dispositif de prétraitement réalisé in situ ou préfabriqué (fosse toutes eaux, bac dégraisseur, préfiltre, ventilation)
- un dispositif de traitement assurant
 - soit à la fois l'épuration et l'évacuation par le sol (tranchées ou lits d'épandage, lit filtrant, terre d'infiltration)
 - soit l'épuration des effluents avant rejet vers le milieu hydraulique superficiel sous condition (lit filtrant drainé à flux vertical ou horizontal). Dans ce cas, une étude particulière, à la charge du propriétaire, démontre qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable.
- une ventilation primaire et secondaire de la fosse toutes eaux constituée d'une entrée et d'une sortie d'air situées au-dessus des locaux habités, d'un diamètre d'au moins 100 mm. Conformément à la norme NF DTU 64.1, et sauf cas particulier, l'entrée d'air est assurée par la canalisation de chute des eaux usées, prolongée en ventilation primaire jusqu'à l'air libre. L'extraction des gaz (sortie d'air) est assurée par un extracteur statique ou par un extracteur de type éolien positionné 40 cm minimum au-dessus du faîtage du toit.

En cas de réhabilitation d'une installation avec séparation des eaux vannes et des eaux ménagères, les dispositifs suivants doivent être mis en place :

- un prétraitement par fosse septique pour les eaux vannes ;
- un prétraitement par fosse septique, fosse toutes eaux ou bac à graisse pour les eaux ménagères ;
- des dispositifs d'épuration tels que ceux décrits ci-dessus.

Les eaux usées domestiques peuvent également être traitées par des installations composées de dispositifs agréés à l'issue d'une procédure de validation (filtres plantés, micro station, filtre bactérien...). La liste des dispositifs de traitement agréés et les fiches techniques correspondantes sont publiées au Journal Officiel de la République française et sont disponibles sur le Portail de l'assainissement non collectif du Ministère de la transition écologique et solidaire.

b. Prescriptions particulières applicables aux seuls ouvrages d'assainissement non collectif d'une capacité supérieure à 20 EH – installations complexes

L'assainissement des immeubles, ensembles immobiliers, à l'exception des maisons individuelles, peut relever soit des techniques admises pour les maisons particulières, soit des techniques mises en œuvre en matière d'assainissement collectif (Arrêté du 21 juillet 2015).

Une étude particulière doit être réalisée pour justifier les bases de conception, d'implantation et de dimensionnement, les caractéristiques techniques, les conditions de réalisation et d'entretien de ces dispositifs, et le choix du mode et lieu de rejet.

Cette étude est complétée par une étude de sol.

Dans tous les cas, les systèmes d'assainissement non collectif respectent les dispositions préconisées par l'étude de zonage d'assainissement de la CCB.

Article 2.4. Implantation des systèmes

Le système d'assainissement non collectif est implanté sur la propriété desservie.

Des mesures dérogatoires peuvent être accordées en cas de difficultés dûment constatées.

Le lieu d'implantation tient compte des caractéristiques du terrain et de l'emplacement de l'immeuble.

Le système d'assainissement ne peut être implanté à moins de :

- 35 mètres en amont hydraulique des captages d'eau destinée à la consommation humaine ;
- 5 mètres des habitations ;
- 5 mètres des cours d'eau ;
- 3 mètres d'un arbre ou plantation ;
- 3 mètres d'une limite de propriété.

Des mesures dérogatoires peuvent être accordées par le SPANC en cas de difficultés dûment constatées.

Les dispositifs doivent être situés hors des zones de stationnement de véhicules, de cultures, de stockage de charges lourdes. Le revêtement superficiel de ces dispositifs doit être perméable à l'air et l'eau. Tout revêtement bitumé est à proscrire.

Dans le cas d'une habitation ne disposant pas du terrain suffisant à l'établissement d'un assainissement autonome, celui-ci pourra faire l'objet d'un accord privé entre voisins pour le passage d'une canalisation ou toute autre installation, dans le cadre d'une servitude de droit privé, sous réserve que les règles de salubrité soient respectées et que les ouvrages réalisés répondent aux prescriptions du présent règlement.

Le passage d'une canalisation privée d'eaux usées traversant le domaine public est subordonné à l'accord du propriétaire de la parcelle (Maire, Président de la CCB, Département, Région ou État).

Article 2.5. **Rejet dans le sol**

Les eaux usées domestiques ne peuvent rejoindre le milieu naturel qu'après avoir subi un traitement permettant de satisfaire la réglementation en vigueur et les objectifs suivants :

- assurer la permanence de l'infiltration des effluents par des dispositifs d'épuration et d'évacuation par le sol ;
- assurer la protection des nappes d'eaux souterraines.

Les rejets d'effluents, même traités, dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle sont interdits.

Le rejet d'effluents ayant subi un traitement complet dans une couche sous-jacente perméable par puits d'infiltration ne peut être autorisé que par dérogation du Préfet.

Article 2.6. **Rejet vers le milieu hydraulique superficiel**

Le rejet vers le milieu hydraulique superficiel ne peut être effectué qu'à titre exceptionnel, dans le cas où les conditions d'infiltration ou les caractéristiques des effluents ne permettraient pas d'assurer leur dispersion dans le sol, sous réserve des dispositions du présent règlement et sous réserve de la réglementation en vigueur.

Le rejet vers le milieu hydraulique superficiel ne peut être envisagé qu'après accord du responsable du milieu recevant les eaux usées traitées (particulier, Maire, DDT...).

Une étude particulière, à la charge du propriétaire, démontre qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable.

Dans le cas d'un rejet en milieu hydraulique superficiel, un contrôle de la qualité des rejets pourra être effectué.

Article 2.7. **Suppression d'un système en raison d'un raccordement au réseau public d'assainissement**

Le propriétaire avertit par courrier le Service Assainissement de la CCB du raccordement de son immeuble à un réseau d'assainissement public.

En application de l'article L 1331-5 du Code de la Santé Publique, les fosses et autres installations de même nature doivent être mises hors état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire.

Les dispositifs de prétraitement et d'accumulation ainsi que les fosses septiques mis hors service ou rendus inutiles pour quelque cause que ce soit doivent être vidangés et curés. Ils sont ensuite soit démolis, soit comblés, soit désinfectés s'ils sont destinés à une autre utilisation.

Article 2.8. **Suppression des anciennes fosses, des anciens cabinets d'aisance, des anciennes installations en raison de la création ou de la réhabilitation d'un système d'assainissement non collectif**

Les dispositifs de prétraitement et d'accumulation ainsi que les fosses septiques mis hors service ou rendus inutiles pour quelque cause que ce soit doivent être vidangés et curés. Ils sont ensuite soit démolis, soit comblés, soit désinfectés s'ils sont destinés à une autre utilisation.

Faute par le propriétaire de respecter l'obligation édictée ci-dessus, la CCB pourra, après mise en demeure, procéder d'office, et aux frais du propriétaire, aux travaux indispensables selon l'article L1331.6 du Code de la Santé Publique.

Chapitre 3. INSTALLATIONS SANITAIRES INTÉRIEURES À L'IMMEUBLE

Article 3.1. Indépendance des réseaux intérieurs d'eau potable et d'eaux usées

Tout raccordement direct entre les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées est interdit. De même pour les canalisations d'eaux pluviales.

Sont de même interdits, tous les dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans la conduite d'eau potable, soit par aspiration due à une dépression accidentelle, soit par refoulement dû à une surpression créée dans la canalisation d'évacuation.

Article 3.2. Étanchéité des installations et protection contre le reflux des eaux

Pour éviter le reflux des eaux usées dans les caves, sous-sols et cours, les canalisations intérieures, et notamment leurs joints, sont établis de manière à résister à la pression correspondant au niveau du terrain.

De même, tous orifices sur ces canalisations ou sur les appareils reliés à ces canalisations, situés à un niveau inférieur à celui du terrain doivent être normalement obturés par un tampon étanche résistant à ladite pression.

Enfin, tout appareil d'évacuation se trouvant à un niveau inférieur doit être muni d'un dispositif anti-refoulement contre le reflux des eaux usées.

Les frais d'installation, l'entretien et les réparations sont à la charge totale du propriétaire.

Article 3.3. Pose de siphon

Tous les appareils doivent être munis de siphons empêchant la sortie des émanations provenant du système d'assainissement et l'obstruction des conduites par l'introduction de corps solides. Tous les siphons doivent être conformes à la normalisation en vigueur.

Le raccordement de plusieurs appareils sur un même siphon est interdit.

Aucun appareil sanitaire ne peut être raccordé sur la conduite reliant une cuvette à une colonne de chute.

Article 3.4. Toilettes

Les toilettes en eau seront munies d'une cuvette siphonnée qui doit être rincée moyennant une chasse d'eau ayant un débit suffisant pour entraîner les matières fécales.

Article 3.5. **Toilettes sèches**

Les toilettes dites sèches (sans apports de dilution ou de transport) sont autorisées, à la condition qu'elles ne génèrent aucune nuisance pour le voisinage, ni rejet liquide en dehors de la parcelle, ni pollution des eaux superficielles ou souterraines.

Les sous-produits issus de l'utilisation des toilettes sèches doivent être valorisés sur la parcelle et ne générer aucune nuisance pour le voisinage, ni pollution.

Les toilettes sèches sont contrôlées au même titre que les différents éléments constitutifs de l'installation ANC.

Article 3.6. **Colonnes de chutes d'eaux usées**

Toutes les colonnes de chute d'eaux usées doivent être posées verticalement et munies de tuyaux d'évent prolongés au-dessus des parties les plus élevées de la construction.

Les colonnes de chute doivent se situer à l'intérieur des bâtiments et doivent être totalement indépendantes des canalisations d'eaux pluviales.

Ces dispositifs doivent être conformes aux dispositions de la norme NF DTU 64.1 relatives à la ventilation des égouts lorsque sont installés des dispositifs d'entrée d'air.

Article 3.7. **Broyeur d'évier**

L'évacuation par les dispositifs d'assainissement non collectif des ordures ménagères même broyées est interdite.

Article 3.8. **Descentes de gouttières**

Les descentes de gouttières qui sont, en règle générale, fixées à l'extérieur des bâtiments, doivent être complètement indépendantes et ne doivent en aucun cas servir à l'évacuation des eaux usées.

Article 3.9. **Mise en conformité des installations intérieures**

Le propriétaire de tout immeuble faisant l'objet soit d'un permis de construire soit de travaux soumis à déclaration, doit mettre en conformité les installations intérieures d'assainissement desservant sa propriété.

En cas de non-conformité constatée, le Service Assainissement peut saisir le propriétaire pour intervention.

L'entretien, les réparations et le renouvellement des installations intérieures sont à la charge totale du propriétaire de la construction.

Chapitre 4. CONTRÔLE TECHNIQUE DES SYSTÈMES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Article 4.1. Obligation d'exercer un contrôle

En vertu des articles L 2224-8 et L 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Service Assainissement exerce le contrôle technique des systèmes d'assainissement non collectif. L'Arrêté du 27 avril 2012 définit les modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

La mission de contrôle vise à vérifier que les installations d'assainissement non collectif ne portent pas atteinte à la salubrité publique, ni à la sécurité des personnes, et permettent la préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines.

Le contrôle permet d'identifier d'éventuels risques environnementaux ou sanitaires liés à la conception, à l'exécution, au fonctionnement, à l'état ou à l'entretien des installations.

Article 4.2. Accès aux systèmes d'assainissement non collectif

En vertu de l'article L 1331-11 du Code de la Santé Publique, les agents du Service Assainissement ont accès aux propriétés privées pour assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Un avis préalable de visite est notifié à l'utilisateur avant tout contrôle. Cet avis est adressé par courrier simple dans un délai minimum de 14 jours ouvrés précédant la date de visite.

L'avis précise :

- la date et l'heure de visite ;
- l'objectif de la visite ;
- le type de contrôle ;
- le tarif appliqué ;
- les démarches à charge de l'utilisateur (documents à préparer, accessibilité des ouvrages...) ;
- les coordonnées du service pour confirmer ou modifier la date du rendez-vous.

Si l'utilisateur se trouve dans l'impossibilité d'être présent ou représenté à la date et l'heure d'un rendez-vous fixé par la collectivité, il en informera le service chargé du contrôle et conviendra avec lui d'une nouvelle date de visite.

L'utilisateur doit faciliter l'accès à ses installations aux agents du Service Assainissement lors de toute intervention du service.

Les agents du Service Assainissement n'ont pas la possibilité de pénétrer de force dans les propriétés. S'il y a refus, ils doivent relever l'impossibilité dans laquelle ils ont été mis d'effectuer leur mission, à charge pour le Maire de la commune concernée, de constater l'infraction au titre de ses pouvoirs de police.

Article 4.3. **Installations existantes – Diagnostic initial**

Le « *Diagnostic initial* » vaut première visite de l'installation. Il est réalisé sur la base d'une vérification des documents mis à disposition par le propriétaire et sur l'état des lieux du dispositif sur la parcelle. Le diagnostic initial est un contrôle complet qui consiste à :

- identifier, localiser et caractériser les dispositifs constituant l'installation ;
- repérer l'accessibilité et les défauts d'entretien et d'usure éventuels ;
- vérifier le respect des prescriptions techniques réglementaires en vigueur lors de la réalisation ou la réhabilitation de l'installation ;
- constater que le fonctionnement de l'installation ne crée pas de risques environnementaux, de risques sanitaires ou de nuisances ;
- vérifier les justificatifs des opérations d'entretien et de curage des ouvrages.

Lors du contrôle, le propriétaire aura à charge de fournir tous les documents techniques et justificatifs relatifs à son installation et à son entretien.

Article 4.4. **Installations existantes – Diagnostic périodique**

Aussi appelé « *Diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien du système d'assainissement* », le contrôle périodique, sur la base des documents fournis par le propriétaire de l'immeuble et lors d'une visite sur place, consiste à vérifier :

- les modifications intervenues depuis le précédent contrôle ;
- le bon état des ouvrages et de leur ventilation, l'accessibilité des ouvrages ;
- le bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration ;
- l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse ;
- les dispositifs de dégraissage si nécessaire ;
- les justificatifs des opérations d'entretien et de curage des ouvrages.

Lors du contrôle, le propriétaire aura à charge de fournir tous les documents techniques et justificatifs relatifs à son installation et à son entretien.

Article 4.5. **Périodicité des contrôles**

La périodicité des contrôles est définie comme suit :

- 8 ans pour les bâtiments dotés d'un système d'assainissement non collectif entrant dans le cadre général (résidences principales, secondaires, chalets d'alpage...) ;
- 4 ans pour les hébergements collectifs (refuges, gîtes, camping...) et structures de restauration ;
- 4 ans pour les bâtiments équipés d'installations présentant des obligations de réhabilitation ;
- 1 an, dans le cas d'une vente, pour les bâtiments équipés d'installations présentant des obligations de réhabilitation.

Article 4.6. **Diagnostic des installations neuves ou réhabilitées**

Pour les installations neuves ou réhabilitées, ce contrôle se fait en deux temps :

1. Vérification de la conception et de l'implantation des ouvrages

Le propriétaire qui projette de réaliser ou de réhabiliter une installation d'assainissement non collectif est tenu de faire réaliser une étude de sol et de filière par un bureau d'études techniques.

Cette étude dimensionne l'installation selon le bâti, les contraintes environnantes et la réglementation en vigueur.

Une fois l'étude de sol et de filière réalisée, le propriétaire remet au Service Assainissement la « *Déclaration d'installation d'un système d'assainissement non collectif* » (formulaire à retirer auprès du Service Assainissement) après l'avoir complétée.

Ce document fournit les éléments justificatifs du projet et présente l'installation projetée.

Il est complété par :

- un plan de situation ;
- un plan de la parcelle avec la position respective des constructions, des ouvrages d'assainissement, l'accès à la propriété, l'indication de la pente du terrain et le point d'alimentation en eau potable ;
- un exemplaire de l'étude de sol et de filière.

Le Service Assainissement vérifie la conception et le dimensionnement du projet, son positionnement sur la parcelle et formule un avis.

2. Vérification de la bonne exécution des ouvrages

Le propriétaire informe le Service Assainissement de la fin des travaux et prend rendez-vous pour la visite de contrôle de la bonne exécution des ouvrages qui doit s'effectuer avant remblaiement.

Lors de ce contrôle d'exécution, le représentant du Service Assainissement s'assure que la réalisation est conforme :

- au projet remis et à l'avis rendu ;
- à l'Arrêté du 7 mars 2012 si installation inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- à l'Arrêté du 21 juillet 2015 si installation supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- à toute réglementation applicable lors de l'exécution des travaux.

Le Service Assainissement remet au propriétaire un rapport de visite qui constate la conformité ou non-conformité des travaux aux règles ci-dessus.

En cas de non-conformité, le Service Assainissement invite le propriétaire à réaliser des travaux modificatifs. À la fin des travaux, le cas échéant, il est procédé à une nouvelle visite de conformité.

Le non-respect de ces règles par le propriétaire engage totalement sa responsabilité.

Article 4.7. **Vérifications occasionnelles**

En cas de nuisances (odeurs, rejets anormaux...) constatées dans le voisinage, des contrôles occasionnels peuvent être effectués.

Article 4.8. **Vérification en cas de vente d'immeuble**

En cas de vente, le diagnostic d'assainissement non collectif doit être intégré au dossier de diagnostic technique, prévu aux articles L. 271-4 et L. 271-5 du Code de la construction et de l'habitation, fourni par le vendeur et annexé à une promesse de vente ou à un acte authentique de vente.

Le rapport de visite du SPANC, datée de moins de 3 ans et attestant de la conformité de l'installation, fait office de « *Diagnostic d'assainissement non collectif* ».

En l'absence de ce document, le Service Assainissement doit être sollicité par le propriétaire vendeur du bien, pour planifier une visite de contrôle de type « Diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien », tel que décrit précédemment. Une attention particulière est portée sur les conseils apportés quant aux travaux à réaliser pour la mise en conformité de l'installation.

En cas de présence d'une installation non-conforme, l'acquéreur fait procéder aux travaux de mise en conformité dans un délai d'un an après l'acte de vente.

Article 4.9. **Rapport de visite**

Les observations réalisées au cours d'une visite de contrôle sont consignées sur un rapport dont une copie est adressée au propriétaire et à l'occupant des lieux, s'il est différent, dans un délai de 15 jours suivant la date de contrôle.

Le rapport de visite est adressé par courrier simple au propriétaire et/ou l'occupant.

L'utilisateur dispose d'un délai de 2 mois, à compter de la réception du rapport, pour faire connaître son désaccord ou émettre des remarques.

Article 4.10. **Évaluation de l'installation**

Le Service Assainissement émet un avis sur l'installation contrôlée selon l'Arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Dans le cas d'un avis conforme ou conforme avec réserve, le rapport de visite peut être assorti de diverses recommandations que l'utilisateur est invité à prendre en considération, dans les meilleurs délais.

Dans le cas d'un avis non-conforme, différentes modalités peuvent s'appliquer.
La CCB peut raccourcir les délais selon le degré d'importance du risque.

Problèmes constatés sur l'installation	Zone à enjeux sanitaires ou environnementaux		
	Non	Enjeux sanitaires	Enjeux environnementaux
- Absence d'installation	Non-respect de l'article L 1331-1-1 du Code de la Santé publique > Mise en demeure de réaliser une installation conforme > Travaux à réaliser dans les meilleurs délais		
- Défaut de sécurité sanitaire (contact direct, transmission de maladies par vecteurs, nuisances olfactives récurrentes) - Défauts de structure ou de fermeture des ouvrages constituant l'installation - Implantation à moins de 35 mètres en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant être raccordé au réseau public de distribution	Installation non-conforme – Danger pour la santé des personnes > Travaux obligatoires sous 4 ans > Travaux à réaliser dans un délai de 1 an si vente		
- Installation incomplète - Installation significativement sous-dimensionnée - Installation présentant des dysfonctionnement majeurs	Installation non-conforme > Travaux à réaliser dans un délai de 1 an si vente	Installation non-conforme Danger pour la santé des personnes > Travaux obligatoires sous 4 ans > Travaux à réaliser dans un délai de 1 an si vente	Installation non-conforme Risque environnemental avéré > Travaux obligatoires sous 4 ans > Travaux à réaliser dans un délai de 1 an si vente
- Installation présentant des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs	Listes de recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'installation		

Extrait de l'Arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif – Art ; 11, Annexe II.

Chapitre 5. L'USAGER ET SES OBLIGATIONS

Article 5.1. Conservation, modification des systèmes

En vue d'assurer le bon fonctionnement du système d'assainissement non collectif, l'utilisateur est tenu aux obligations suivantes :

- ne pas modifier ni l'agencement ni les caractéristiques techniques du système ;
- ne pas édifier de constructions ni de revêtement étanche au-dessus des ouvrages ;
- conserver une accessibilité permanente de chacun des ouvrages ;
- rejeter uniquement des eaux usées dans le système d'assainissement non collectif ;
- assurer régulièrement l'entretien des ouvrages.

Le propriétaire est tenu de déclarer au Service Assainissement toute extension de l'immeuble qui accroîtrait le nombre de pièces principales.

Article 5.2. Entretien des systèmes

Les installations d'assainissement non collectif sont entretenues régulièrement par le propriétaire de l'immeuble et vidangées par des personnes agréées.

Les systèmes d'assainissement non collectif sont entretenus de façon à assurer :

- le bon état et le bon fonctionnement des installations et ouvrages notamment le dispositif de ventilation, et le cas échéant, du dispositif de dégraissage ;
- le bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'évacuation et la bonne répartition des effluents dans le dispositif de traitement ;
- l'accumulation normale des boues et des flottants à l'intérieur de la fosse toutes eaux.

Les installations et les ouvrages doivent être vérifiés et nettoyés aussi souvent que nécessaire, selon les prescriptions du guide d'utilisation des ouvrages.

La vidange des boues et des flottants doit être adaptée en fonction de la hauteur de celles-ci. Les boues ne doivent pas dépasser 50% du volume utile de la fosse.

Les périodes de vérification et d'entretien des dispositifs de traitement agréés (micro station, filtre bactérien...) sont fixées dans le guide technique remis par l'installateur lors de la mise en œuvre des ouvrages.

Les ouvrages doivent être maintenus accessibles en permanence pour assurer leur entretien et leur contrôle.

L'entrepreneur ou l'organisme agréé qui réalise une vidange est tenu de remettre à l'occupant un document comportant au moins les indications suivantes :

- son nom ou sa raison sociale et son adresse ;
- un numéro de bordereau ;
- le numéro départemental d'agrément ;
- l'identification du véhicule assurant la vidange (n° d'immatriculation) ;
- les noms des personnes physiques réalisant la vidange ;
- l'adresse de l'immeuble où la vidange a été réalisée ;
- le nom de l'occupant et du propriétaire (ou syndic de copropriété) ;
- la date de vidange ;
- les caractéristiques, la nature et la quantité des matières à éliminer ;
- le lieu où les matières de vidange sont transportées en vue de leur élimination.

L'utilisateur est tenu de conserver le dit document et de le présenter sur demande au Service Assainissement.

Article 5.3. **Changement d'utilisateur**

En cas de déménagement, l'utilisateur remet au nouvel occupant les documents existants relatifs à l'installation d'assainissement non collectif :

- les documents d'installation ;
- les rapports de visites et avis du SPANC ;
- les documents d'entretien et de vidanges (cahier d'entretien, justificatifs de vidange...).

Chapitre 6. DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 6.1. Qualification du service

En vertu de l'article L 2224-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Service Assainissement est financièrement géré comme un service public à caractère industriel et commercial.

Article 6.2. Redevance

Les prestations de contrôle assurées par le SPANC donnent lieu au paiement par l'utilisateur d'une participation forfaitaire, destinée à financer les charges du service.

Le montant de cette participation varie selon la nature des opérations de contrôle et est fixé par délibération du Conseil Communautaire.

Le recouvrement de ces participations forfaitaires est assuré par la Trésorerie de Briançon.

La délibération instituant les tarifs des diagnostics de l'assainissement non collectif peut être demandée au Service Assainissement.

L'utilisateur est informé des tarifs préalablement au contrôle.

Article 6.3. Redevables

La redevance portant sur le contrôle de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages est facturée au propriétaire.

La redevance portant sur les contrôles des installations existantes est facturée à l'occupant déclaré de l'immeuble, titulaire de l'abonnement à l'alimentation en eau potable, à défaut au propriétaire de l'immeuble.

Dans le cas d'une installation commune à plusieurs logements, les foyers concernés se répartissent à part égale le montant de la redevance forfaitaire applicable à une installation.

Article 6.4. Pénalités pour refus de contrôle

En application des dispositions de l'article L 1331-8 du Code de la Santé Publique, des pénalités pourront être exigées auprès de tout propriétaire qui ne s'est pas conformé aux obligations de contrôle. Sont notamment concernés les cas de refus de contrôle ainsi que l'absence à un rendez-vous fixé et dûment notifié dans les délais par la collectivité.

En l'absence de régularisation, l'application de ces pénalités sera renouvelée chaque année.

Le montant de ces pénalités est fixé par délibération du Conseil Communautaire.

La CCB applique les pénalités suivantes :

- en cas de refus de contrôle sans déplacement du technicien : 50% du montant de la prestation est facturé à l'utilisateur ;
- en cas d'absence au rendez-vous fixé : 100% de la prestation est facturé à l'utilisateur.

Chapitre 7. DISPOSITIONS D'APPLICATION

Article 7.1. Diffusion du règlement

Le présent règlement fera l'objet d'une publicité (site internet CCB, journal CCB...) afin d'être porté à la connaissance des usagers.

De même, il pourra être retiré à la CCB sur simple demande.

Le propriétaire a obligation de remettre à l'occupant le règlement d'assainissement non collectif afin que ce dernier soit informé de l'étendue de ses obligations.

Article 7.2. Modification du règlement

Le présent règlement peut être modifié en respectant la même procédure que celle suivie pour son adoption.

Les modifications feront l'objet d'une publicité afin d'être portées à la connaissance des usagers.

Article 7.3. Infractions et poursuites

Les infractions au présent règlement sont constatées soit par les agents du Service Assainissement soit par le Président de la CCB ou par le Maire de la commune concernée au titre des pouvoirs de police du Maire.

Les infractions peuvent donner lieu à des mises en demeure et à des poursuites devant les tribunaux compétents.

Article 7.4. Voie de recours des usagers

En cas de faute du Service Assainissement, l'utilisateur qui s'estime lésé peut saisir les tribunaux judiciaires compétents pour les différends entre les usagers d'un service public industriel et commercial et ce service, ou le tribunal administratif si le litige porte sur l'assujettissement à la redevance ou le montant de celle-ci.

Préalablement à la saisie des tribunaux, l'utilisateur peut adresser un recours gracieux à l'auteur de la décision contestée. L'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

S'agissant des remarques relatives aux conclusions émises sur un compte-rendu émis par le Service Assainissement, l'utilisateur dispose de 2 mois pour faire connaître son désaccord, à compter de la date de réception du document par l'utilisateur (Article 4.9).

Article 7.5. **Droits des usagers vis-à-vis de leurs données personnelles**

Le Service Assainissement assure la gestion des informations à caractère nominatif des usagers dans les conditions de confidentialité et de protection des données définies par la réglementation en vigueur.

Tout usager justifiant de son identité a un droit d'accès à l'ensemble des informations à caractère nominatif le concernant personnellement.

Le Service Assainissement est tenu de procéder à la rectification des erreurs portant sur des informations à caractère nominatif qui lui sont signalées par les personnes concernées.

Article 7.6. **Date d'application**

Le présent règlement est mis en vigueur à dater de son adoption par le Conseil Communautaire de la CCB.

Tout règlement antérieur est abrogé de ce fait.

Article 7.7. **Clause d'exécution**

Le Président de la CCB, les agents du Service Assainissement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement.